

## ACTUALITES COVID-19 ET ECONOMIE

### **COVID-19**

**État d'alerte : le gouvernement espagnol a déclaré l'état d'alerte sur l'ensemble du territoire national et le Congrès des députés a approuvé sa prolongation pour 6 mois (jusqu'au 9 mai 2021).** Le texte établit 1/ L'instauration obligatoire d'un couvre-feu, jusqu'au 9 novembre, entre 23h00 et 06h00 (marge de +/- 1h modulable pour les régions) ; 2/ La possibilité pour les régions d'interdire l'entrée/sortie sur l'ensemble ou une partie de leur territoire (pour le moment, 12 régions -sur 17- ont mis en place un confinement géographique complet : La Rioja, la Navarre, l'Aragon, le Pays Basque, la Cantabrie, les Asturies, Murcie, la Castille-Leon, la Castille-La Mancha, l'Andalousie, la Communauté Valencienne et la Catalogne, ainsi que les 2 villes autonomes, Ceuta et Melilla. La région de Madrid met en place un confinement géographique complet uniquement pendant les weekends prolongés du 30/10 au 03/11 et du 06/11 au 10/11. Les Iles Baléares, la Galice et l'Estrémadure ont pour l'instant mis en place des confinements intra-régionaux. Les Canaries n'ont ni confinement ni couvre-feu) ; 3/ La limitation des regroupements « sociaux » à 6 personnes dans les espaces publics et privés.

**Plan de relance : lundi 26 octobre, la Conférence des Présidents** (du gouvernement et des communautés autonomes) **sur les fonds européens s'est tenu au Sénat avec la participation télématique de la Présidente de la Commission Européenne, Ursula von der Leyen.** Le Président Sánchez a annoncé que la moitié des fonds du plan de relance seront gérés par les régions, soit près de 36 des 72 Md€ des aides directes correspondant à l'Espagne, sans préciser les critères de répartition entre régions. Parmi les priorités thématiques du plan de relance, Pedro Sánchez a indiqué que 7 Md€ seront dédiés à l'éducation (notamment la modernisation de la formation professionnelle et la numérisation du système éducatif), 4,4 Md€ à la réhabilitation de logements, 2,5 Md€ pour l'environnement, 2 Md€ pour la « nouvelle économie des soins » et 0,6 Md€ pour la modernisation et numérisation des régions et entités locales. De plus, le Président Sánchez a confirmé la volonté de l'Espagne d'avoir recours aux 68 Md€ de prêts qui n'ont pas été intégrés dans le plan de relance et pour lesquels l'Espagne n'a pour le moment pas fait de demande. De son côté, la Présidente de la Commission Européenne a souligné le besoin d'utiliser les fonds européens pour mener des « réformes audacieuses ».

### **MACROECONOMIE**

**Le PIB enregistre une croissance de 16,7 % t/t au T3** (-17,8 % au T2), **mais chute de 8,7 % a/a** (-21,5 % au T2). La contribution de la demande nationale à la variation annuelle est de -7,8 pp (-18,8 pp au T2) et celle de la demande externe de -0,9 pp (-2,7 pp au T2). Le nombre d'heures travaillées a augmenté de 24,7 % t/t et a diminué de 6,2 % a/a, alors que le coût unitaire du travail a augmenté de 4,6 % a/a au T3.

**Les exportations de services ont augmenté de +9,8 % en 2019 et les importations de 11,5 %.** D'après les [derniers chiffres publiés](#) par l'Institut National de Statistique (INE), 45,5 % des exportations ont été générées par des entreprises appartenant à des groupes espagnols, alors que 47,7 % des importations l'ont été par des entreprises contrôlées par des groupes étrangers. Le Royaume-Uni a été le principal pays de destination des exportations de services et l'Allemagne le principal pays d'origine des importations.

### **FINANCES PUBLIQUES**

**Budget 2021 : le gouvernement a présenté le projet de loi de finances pour 2021, résultat d'un accord entre les deux partenaires de la coalition.** Le Président et leader du parti socialiste PSOE, Pedro Sánchez et le 2ème Vice-président et leader de Podemos, Pablo Iglesias, ont présenté [les grandes orientations du budget 2021](#). L'accord politique entre les deux partis prévoit également qu'un projet de loi gouvernemental sera

présenté dans un délai de 4 mois sur l'encadrement des loyers ; ainsi qu'un accès simplifié au Revenu Minimum Vital (sorte de RSA espagnol). Ces deux points correspondent à des demandes de Podemos.

- Du côté des recettes, le gouvernement prévoit des hausses d'impôts pour près de 7 Md€ dont 4,2 Md€ déjà prévus (taxe sur les services numériques, taxe sur les transactions financières, lutte contre la fraude, fiscalité écologique) et 1,8 Md€ de nouvelles mesures dont l'augmentation de la fiscalité du diesel, des assurances, et la limitation de l'exonération d'impôt sur les sociétés sur les dividendes reçus des filiales à l'étranger ; ainsi qu'une hausse de la fiscalité des hauts revenus et patrimoines.
- Du côté des dépenses, l'exécutif a communiqué avec insistance sur le caractère expansionniste de son budget, en particulier s'agissant des dépenses « sociales » et des fonds alloués à la relance (27 Md€ intégrés dès 2021 sur les 72 Md€ de subventions que recevra le pays). Parmi les mesures sociales annoncées, le gouvernement a prévu d'augmenter les retraites et les salaires des fonctionnaires avec les prix, de 0,9% ; et les prestations non contributives de 1,8% ; ainsi que d'augmenter l'IPREM, l'indicateur de référence utilisé pour déterminer l'éligibilité à de nombreuses prestations sociales, de 5% (il était gelé depuis 2017).

## **MARCHÉ DU TRAVAIL**

**Réforme des retraites :** la commission parlementaire dite du « Pacte de Tolède », traitant exclusivement du système de retraites, a rendu ses conclusions le 27 octobre avec l'appui de tous les partis politiques à l'exception du parti d'extrême droite Vox et les abstentions des partis indépendantistes ERC et EH Bildu. Ces conclusions reprennent 21 recommandations qui seront désormais discutées avec les partenaires sociaux. Parmi les recommandations principales, la fin de la revalorisation selon l' « indice de soutenabilité<sup>1</sup> » des retraites et le retour d'une revalorisation avec les prix ; ainsi que le rapprochement de l'âge effectif et de l'âge légal de départ.

**Fonds SURE: l'Espagne reçoit un premier versement correspondant à 6 des 21,3 Md€ des prêts correspondant au fonds SURE.** L'Espagne est le 2<sup>ème</sup> bénéficiaire de ce fonds permettant de financer les mesures de chômage partiel et la prestation extraordinaire aux travailleurs indépendants, derrière l'Italie qui a également reçu un versement de 10 Md€ (la Pologne a également obtenu 1 Md€).

**Le taux de chômage atteint 16,3% au T3 2020, une hausse de 0,9 point par rapport au trimestre précédent et de 2,3 points en un an.** Selon la dernière [Enquête de Population Active](#) de l'INE, 355 000 nouvelles personnes sont en recherche d'emploi, portant le total à 3 722 900.

**Responsable de la publication :** Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne  
Service Économique Régional  
C/ Marqués de la Ensenada, 10  
28004 Madrid

**Rédigé par :** Anna Bejaoui, Alvaro Carranza, Alex Marañón,  
Thomas Meinzel, Mélodie Nkoa Zoa

**Abonnement/désabonnement :** [espagne@dgtresor.gouv.fr](mailto:espagne@dgtresor.gouv.fr)

**Internet :** [www.tresor.economie.gouv.fr/](http://www.tresor.economie.gouv.fr/)

**Suivez-nous sur Twitter :** @DGTresor\_Iberia



*Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid*

**Clause de non-responsabilité :**

*Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.*

*Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*

<sup>1</sup> Système de revalorisation des retraites prévu par la réforme de 2013 qui avait pour but l'équilibre du système à moyen/long terme en faisant reposer l'ajustement du système sur le montant des pensions. Sa mise en œuvre avait été retardée à 2023.